

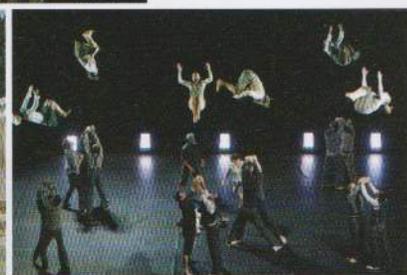
n° 34 - hiver 2014 - 7,5€

stradda

Le MAGAZINE DE LA CRÉATION HORS LES MURS

Du possible
disponible

Quand l'art déplace
les lignes



« OPUS INCERTUM », 2013
(VIDÉO 16/9, 18')

- 2 **instantané** "Do Not Clean",
par VINCENT MUTEAU
- 5 **éditos** Jean Digne, Julien Roseberg
- 6 **thématique** Du possible disponible
par PASCAL LE BRUN-CORDIER
- 9 **entretien** Julien Beller
"Développons la vie dans les marges!"
- 12 **Les équipées du PÉROU**
- 14 **manifeste** Pour une Ecole du réel
par SÉBASTIEN THIÉRY
- 16 **panorama** Champs de pensée, terrains d'action
- 19 **entretien** Sébastien Thiéry
Pour un dés-Ordre des architectes
- 22 **entretien** Gilles Clément
L'alternative ambiante
- 26 **L'âge du faire**
- 28 Néo-situationnisme dans l'espace public
- 31 [YA+K] Architectures actives
- 32 [Point de rassemblement]
Le prix de la discrétion
- 33 [Art of Change 21]
La mobilisation à son climax
- 35 Zones sensibles
- 37 **démarches** Déplacer les lignes
- 40 **portrait** Boijeot Renauld Turon
Un art à coucher dehors
- 44 **opinion** Christian Ruby
Art de l'interruption

- 47 **point de vue** Pierre Oudart
Du temps de cerveau disponible
au possible disponible
- 50 **spectacles**
- 60 **kiosque**
- 62 **focus** Territoires de cirque [10 ans]
Le cirque, compagnon des artistes

Galerie en ligne
Retrouvez les photographies
de ce numéro sur www.stradda.fr



Dessin de Tignous paru dans *Stradda*. Dessinateur à *Charlie Hebdo*, il accompagnait l'association Clowns sans frontières.

A la liberté d'expression.

Pour une Ecole du réel

MANIFESTE. Déranger l'ordonnement de la carte, parier sur le désir et l'audace pour ensemble faire surgir la ville réinventée, tel est le programme de Sébastien Thiéry, cofondateur du PEROU.

Sans doute est-ce du chemin d'un exil, d'un désir « d'étrangement » que vint à être fondé le PEROU (Pôle d'exploration des ressources urbaines) en octobre 2012. Une conduite volontaire à la frontière : quitter l'inhabitable, pour trouver dans l'ailleurs un refuge. Car ici tout suffoque alors. On déroule au kilomètre du projet urbain, tapis lustral sous lequel on écrase une humanité devenue encombrante. « Faire la ville » s'avère la version contemporaine et démilitarisée de « faire la guerre », expulsions et destructions de squats et bidonvilles se livrant comme autant d'irruptions spectaculaires d'un carnage effectivement conduit en intensité basse : des plots anti-SDF aux plans de sécurisation gouvernant les opérations de rénovation urbaine, c'est l'espace du quotidien qu'occupe l'hostilité dite « métropole ». Simultanément, on multiplie des dispositifs de prise en charge, d'accueil humanitaire, de recueil social, d'orientation vers le parc social, animés par des individus formés à l'idée selon laquelle il y aurait des gens qui vont bien s'occupant de gens qui vont mal. « Faire du social » s'avère l'exact retournement de ce que nous pourrions nommer « faire la ville », à savoir faire commun(e) en faisant place égale à la multiplicité des corps ici même rassemblés. Simultanément, on s'indigne, vocifère et invective dans les quotidiens nationaux, survalorisant l'idée qu'il y aurait une morale et d'héroïques esprits pour la servir. « Faire de la politique » consiste à clouer au pilori les stratégies et stratèges concourant au désastre, et à s'épargner accessoirement de se représenter compromis avec l'adversité. « Faire de la politique » n'a que très peu le sens de se compromettre avec le monde en usant de ses pieds et de ses mains pour y prendre littéralement position.

Au revers de la carte

Sans doute est-ce un mouvement d'altération, par goût pour le jeu, sinon par nécessité de jouer, qui conduisit à la fondation du PEROU avec Gilles Clément, théoricien du Tiers paysage, de ce qui palpite au revers de la carte, à l'ombre des représentations légales. L'altération de l'identité est notre fondamental – nous ne sommes effectivement pas le Pérou! –, mais aussi notre méthodologie nous

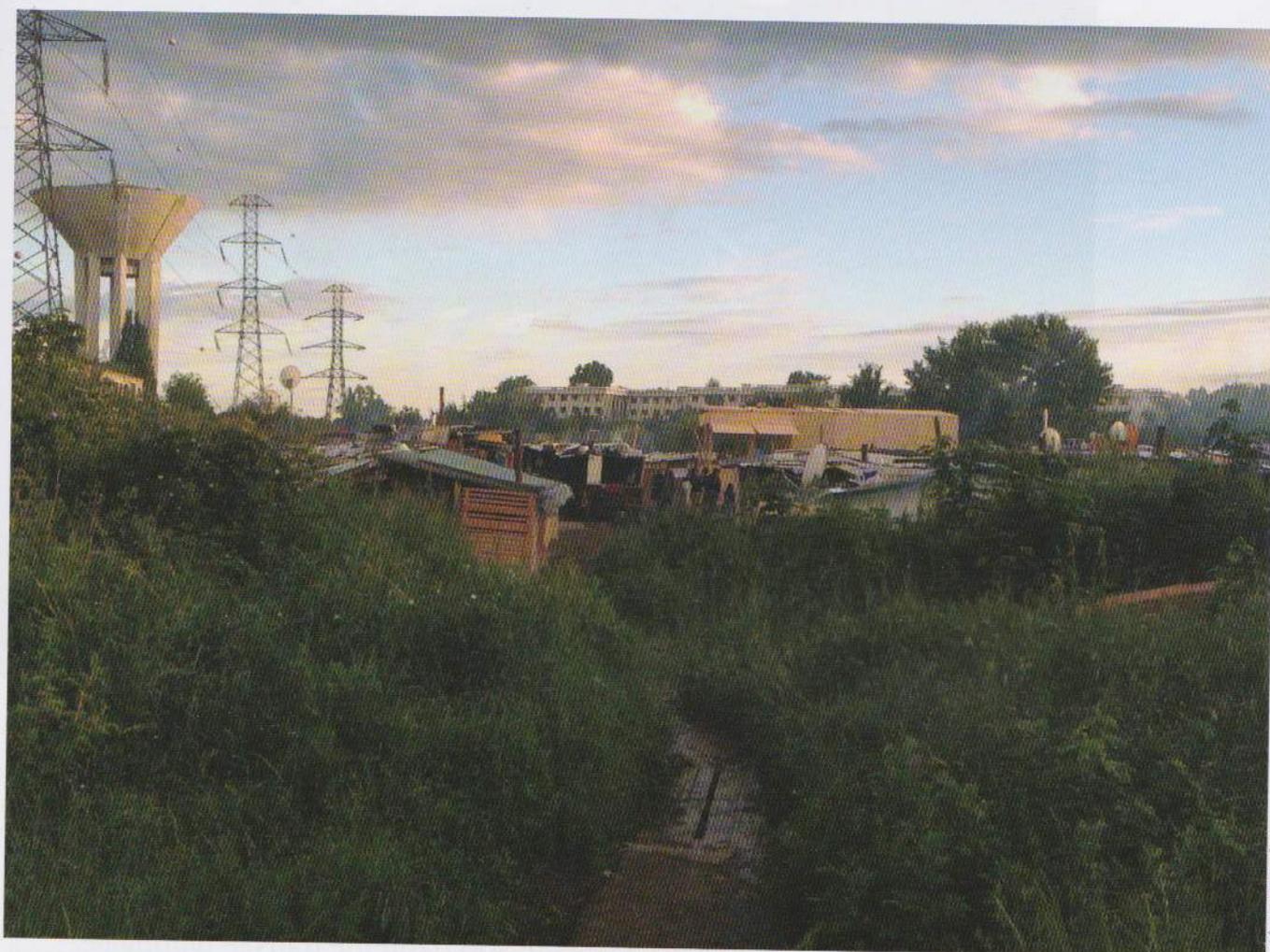
permettant d'infiltrer de nouveau le territoire et de décréter « Ailleurs commence ici », comme sur le sol de Ris-Orangis ou sur les parois de la résidence du PEROU construite dans le bidonville de Grigny dit de la Folie. Etrangers aux territoires que nous explorons par les actes, nous nous donnons la chance d'en bouleverser la lecture, d'en réformer la langue. Aussi, chercheurs en tout premier lieu, décrivons-nous non pas la crise, son étendue vertigineuse, la félonie de ceux qui en tirent profit, mais l'inouïe richesse qui compose le pays que nous formons d'être ensemble. Tel est le premier geste du PEROU : déranger l'ordonnement de la carte, en flanquant par exemple une « Ambassade » au beau milieu d'un bidonville, et faire apparaître alors d'innombrables riverains, étudiants, retraités, amis en tout genre mus par le désir de faire autrement, de faire ensemble.

De puissantes proximités

Ainsi voyons-nous se lever des forces que nous n'imaginions pas. Ainsi visons-nous à créer d'autres assemblées autour dudit « problème », à faire se reformuler le sujet et la controverse, à voir se déployer enfin de nouvelles histoires pour les personnes jusque-là assignées à résidence d'un présent immuable. Ainsi, dans les bidonvilles de l'Essonne, dans les délaissés de Paris et d'Avignon, dans les jungles de Calais, œuvrons-nous avec une multitude au travail de répondre à ce qui hurle par mille actes de création, non sans ivresse, non sans joie, en vue de transformer ce qui jusqu'à maintenant demeure en forme d'impasse.

Corps étrangers placés là parmi d'autres corps étrangers réputés démunis, misérables, exclus, nous nous donnons la chance de voir apparaître entre tous de puissantes proximités. Aussi, saisissons-nous la vitalité, le désir, la folie nous permettant d'envisager bien des audaces, celle notamment de réinventer la ville, voire le monde, puisque nous y sommes. Sur l'étendue européenne, en cette région que nous nommons la France, nous dessinons donc une cartographie dissidente permettant qu'apparaisse ce que nous crevons de ne pas voir : « la vie qui toujours invente », pour paraphraser Gilles Clément. Parlant une langue étrangère à des acteurs politiques ainsi désarmés, nous nous munissons du pouvoir de construire, de faire de la politique en prenant le verbe au mot, et de contredire l'art et la manière convenus de prendre position sur la scène politique. Non pas dans la colère, puisque nous nous savons compromis avec l'impuissance, la

Docteur en sciences politiques, Sébastien Thiéry est cofondateur avec Gilles Clément du PEROU, le Pôle d'exploration des ressources urbaines. Il enseigne à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais ainsi qu'à l'École nationale supérieure des arts décoratifs.



© SEBASTIEN THIÉRY

Dans les bidonvilles de l'Essonne, dans les délaissés de Paris et d'Avignon, dans les jungles de Calais, nous œuvrons en vue de transformer ce qui demeure en forme d'impasse.

déroute, ou le cynisme qui nous accablent a priori. Mais dans une certaine forme de manifestation cependant, s'il est possible encore d'entendre dans le mot le sens d'une « fête de la main » qui s'empare et transforme. Effectivement, nous construisons dans les bidonvilles de l'Essonne, œuvrons dans les dites jungles de Calais, créons avec des collectifs de sans-abri en Avignon comme à Paris, et nous efforçons de démontrer, par ces gestes déplacés, que « du possible est disponible ».

La victoire est dans le premier acte

Ce dossier le montre : en réalité, nous n'avons presque rien fait. Aujourd'hui 25 novembre 2014, nombre de familles que nous avons rencontrées dans un bidonville de Ris-Orangis il y a deux ans se sont retrouvées une énième fois devant le juge d'Evry leur annonçant une énième fois leur expul-

sion à venir. A Paris comme en Avignon, les projets ne sont encore que de papier. A Calais, le désastre est inaltéré, et le monde entier connaît ici une douleur hors du commun face à laquelle les actes du PEROU ne valent aujourd'hui rien. Tout reste à faire, mais tout sera fait. Puisque nous créerons une école. A Paris, nous la planterons au cœur du territoire, et en ferons un atelier permanent sur la richesse alentour, sur nos capacités décuplées d'agir et d'inventer. Une école pour faire autrement face au réel, non pas dans la dénégation, mais sûrement pas drapés non plus de quelque parure morale que ce soit. Une école afin de porter autrement l'acte dans le réel, désormais plus empêchés par l'idée que la lutte est finale ou n'est pas. Parce que, en fait, la victoire est dans le commencement, dans le premier acte, dans le déclenchement. Nous créerons une Ecole du réel, pour commencer. ● SÉBASTIEN THIÉRY

Le campement dit de la Folie, à Grigny, peu avant sa destruction.



© ADEL TINCELIN

Champs de pensée, terrains d'action

Né à l'automne 2012, le PEROU a célébré son baptême dans le bidonville de Ris-Orangis par la construction de son Ambassade. Deux ans après, il intervient sur plusieurs fronts. Panorama.

Le 22 décembre 2012. Trois jours avant Noël, sur le bidonville qui jouxte la nationale 7 entre Grigny et Ris-Orangis, le PEROU inaugure son Ambassade, construite par l'architecte Julien Beller. Jusqu'au dernier moment, les nuages d'une interdiction ont pesé sur la fête, après des mois d'hostilités municipales et policières.

L'Ambassade est la façade la plus visible d'un chantier qui, depuis trois mois, mobilise le collectif à géométrie variable réuni par le PEROU, augmenté par des militants de l'Association de solidarité en Essonne avec les familles Roms et roumaines. Des tonnes de déchets ont été déblayées, des toilettes sèches édifiées. Il y a là des architectes, des plasticiens, des militants, des journalistes, confondus sur le chantier.

L'inauguration, magnifique, brasse familles du bidonville, habitants concernés, acteurs du chantier, et marque à la fois le début d'une guerre et d'un compagnonnage. Le 3 avril 2013, les pelleteuses détruisent le bidonville, sans mettre fin à une expérience qui déjà

a produit des écrits, des constructions, des ateliers, des temps artistiques et festifs mémorables, comme la venue successive du danseur de flamenco Israel Galvan et de la chanteuse Miléna Kartowski.

La violence de l'expulsion, le PEROU l'a prise de plein fouet. La bataille s'est poursuivie sur deux fronts : il fallait, en urgence, accompagner les familles dont la plupart, après des relogements hasardeux, se sont installées dans un autre bidonville à 500 mètres de là, sur la commune de Grigny. Du côté du collectif, une longue réflexion s'amorce, avec la consultation d'intellectuels, sociologues, architectes, paysagistes, philosophes, écrivains, lesquels seront, pour beaucoup, les contributeurs d'une publication issue de l'expérience : *Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir. Sur l'art municipal de détruire un bidonville*¹.

A Grigny, les chantiers reprennent. « Colonie de vacances » menée par une journaliste et une architecte, assainissement du terrain, construction



Le camp de Ris-Orangis, où le PEROU a implanté son ambassade en 2012.

Forces de police puis pelleteuses, le bidonville sera détruit en avril 2013.

d'une passerelle, ateliers CV, édification, démontable cette fois, d'une caravane pour accueillir « en résidence » les acteurs du PEROU, sous l'épée de Damoclès d'une nouvelle expulsion programmée dès l'été 2012, mais qui aura lieu finalement en août 2014. Même gâchis, même violence, même si des familles ont pu bénéficier entre-temps d'un parcours d'insertion. Chaque fois, plusieurs centaines de milliers d'euros² sont consacrés à détruire... ce qui se reconstruit à quelques encablures : un nouveau bidonville existe à Ris-Orangis.

Pour le PEROU, même si plusieurs des membres du collectif se rendent régulièrement sur le terrain, l'heure est à la restitution de l'expérience, qui prendra très certainement la forme d'une nouvelle publication. Outre le livre cité, une masse de documents et plusieurs réalisations, visibles sur différents sites Internet, sont issues de ces deux années de chantier ; *Passerelle*, le superbe imagier trilingue français-romani-roumain conçu par l'association Abrasso ; le film *Considérant que*, les photographies de Laurent Malone, le blog de Sébastien Thiéry... Une somme considérable d'écrits, d'images, de réalisations, de plans qu'il s'agit désormais d'ordonner, pour transmettre les savoirs forgés et le désir de faire.

Avignon : l'horizon d'une vraie mixité

C'est à la demande de l'association Casa-HAS (Collectif d'action des sans-abri – Habitat alternatif social) que le PEROU et NAC (Notre Atelier Commun), association fondée par Patrick Bouchain, sont venus travailler sur la possible transformation du Tri postal en Avignon : un bâtiment de 2 500 mètres carrés près de la gare, coincé entre deux hôtels de luxe et désaffecté depuis vingt ans. Dans sa cour, le collectif gère une dizaine d'héber-

A chaque expulsion, des centaines de milliers d'euros sont consacrés à détruire un bidonville qui se reconstruit à quelques encablures...

gements en préfabriqué, et une partie du rez-de-chaussée est occupée pour un accueil de nuit.

Structure autogérée, Casa est passée sous l'égide de l'association marseillaise HAS, avec laquelle elle partage une philosophie alternative et créative du travail social qui pourrait se résumer par ces mots : « Ce n'est pas à partir de la misère des gens qu'il faut œuvrer, mais de leur pouvoir d'agir. » Dès ses débuts, l'association a mêlé l'artistique au social, initié un festival de cinéma précaire, tissé un réseau avec l'Ecole d'art et le Frac et abrité une « Villa Médicis », un centre d'hébergement et de réinsertion sociale où officient ensemble artistes, étudiants, travailleurs sociaux, personnes hébergées.

Assez sommaire, l'hébergement actuel dans des préfabriqués doit faire l'objet d'une « humanisation » que différents acteurs publics se sont dits prêts à financer, sous réserve d'un projet couvrant l'ensemble du bâtiment. Le PEROU et NAC ont été missionnés pour réfléchir à cette occupation globale. Avec Merrill Sinéus (architecte et membre du PEROU), les deux associations ont travaillé pendant un an pour présenter un projet chiffré sur la transformation du Tri postal. Il s'agissait de répondre aux envies de Casa : habiter, jouer, manger, dormir dans le Tri postal, et y accueillir des associations qui œuvrent à la lisière entre culture et action sociale. De créer, en quelque sorte, le contraire d'un tri humain : le dernier étage du bâtiment veut mixer de l'habitat très social et des chambres d'hôtes. Les autres étages seraient dédiés à des salles de répétition et d'exposition, et à un lieu de restauration, essentiel pour les habitants. Un atelier de pratiques artistiques partagées figure aussi dans les plans.

Pour établir le programme du chantier, NAC et le PEROU ont mis en place une permanence architecturale, dont l'aboutissement sera la rédaction du programme et la constitution des usagers en une société coopérative d'intérêt collectif (Scic). Jeune architecte membre du PEROU, Agathe Chiron est sur place, et dès le mois d'août, a initié un *workshop* avec l'association Touraterre : 17 étudiants, venus de partout, ont travaillé à l'édification d'une cabane de chantier en terre. Cabane devenue le réceptacle des rencontres et des désirs ; les idées et demandes affluent : des bains publics, une bagagerie ? Et les événements se multiplient : festival →



© JEAN LARIVE

→ du film précaire, repas sous l'égide d'un grand chef étoilé lié à une vente aux enchères d'œuvres d'art prévue en avril.

Les Paris de l'hospitalité

Concevoir une structure hospitalière mais mouvante, pouvant être déplacée dans les vides urbains de la capitale, pour accueillir 28 sans-abri et leur offrir des espaces intimes, des espaces collectifs et des espaces ouverts sur la ville : tel est le cahier des charges élaboré par le PEROU et l'association Les Enfants du Canal dans son appel à projets « Les Paris de l'hospitalité ». Appel présenté sous une forme originale : une plateforme Internet proposant des textes, des images, du sons, issus des usagers potentiels de cette structure.

Car la commande se place sous le signe de l'expertise des premiers concernés ; ce sont d'anciens sans-abri et des salariés ou encadrants des Enfants du canal que le PEROU a convoqués comme experts et réunis en « assemblée de commanditaires ».

En amont du processus, entre mai et novembre 2013, une série d'ateliers communs au PEROU et aux Enfants du Canal avait permis d'exprimer les expériences vécues en hébergement, de cerner les désirs et aspirations, de définir les contraintes du projet. Parallèlement, le collectif Echelle inconnue avait déjoué le sempiternel argumentaire des

pouvoirs publics sur le manque de foncier disponible. Ils ont repéré et cartographié 150 vides urbains à Paris (dents creuses, cœurs d'îlots, résidus de voirie...); le PEROU a retenu quatre de ces délaissés pour son concours. De jeunes équipes, souvent pluridisciplinaires, ont joué le jeu avec des projets diversifiés, mais qui croisent souvent l'utopie de l'acte avec l'intelligence des matériaux et des dispositifs. Et qui, surtout, laissent une part d'appropriation et d'autoconstruction aux usagers de ce qui se présente alternativement comme une « ruche », une « auberge », une « boîte à », un « hôtel des jours meilleurs » une série de « plugs » dans la ville... Sélectionnés par un jury présidé par Gilles Clément, président du PEROU (lire p. 22), et composé pour moitié d'anciens sans-abri, les dix projets lauréats ont été présentés au Pavillon de l'Arсенal le 19 novembre dernier. Aux pouvoirs publics de s'en emparer désormais, pour que le mot « grand » accolé à « Paris » puisse aussi désigner la capacité de la métropole à être hospitalière.

Calais, à l'image du monde

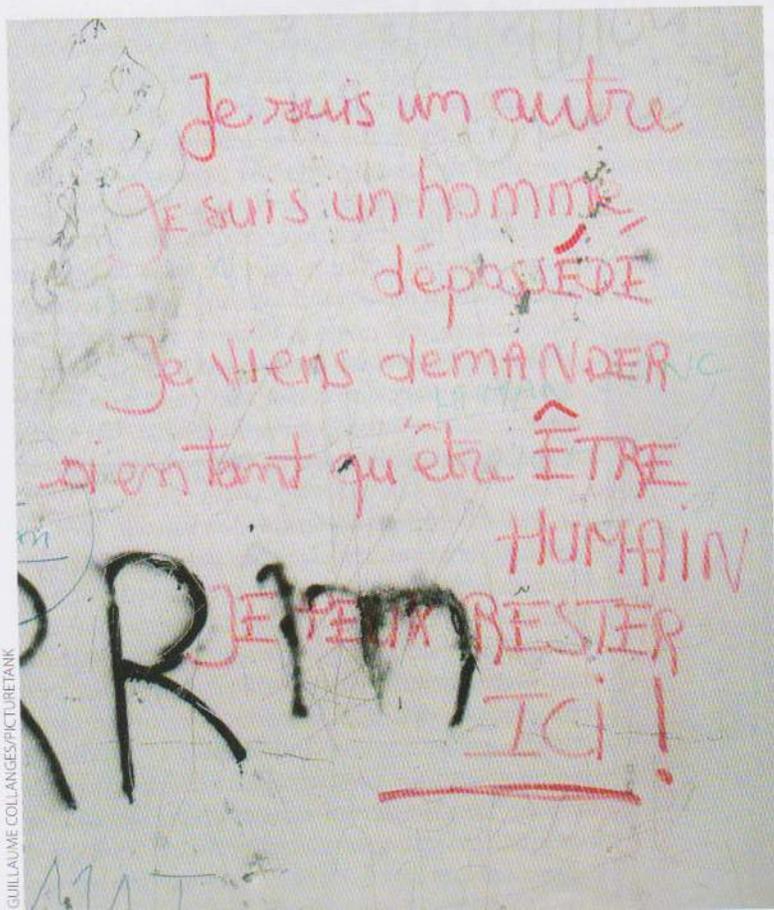
Calais, une plaie ouverte, une ville où toute la misère du monde vient se déverser... C'est le traitement médiatique qui lui est habituellement réservé. En lien avec la Plateforme de service aux migrants, le PEROU s'est attaché, à l'inverse, à donner la parole à l'immense « ressource humaine » qui afflue sur ce territoire. Face à l'immensité des réponses à apporter, sa construction débute avec la collaboration à deux numéros du *Journal des Jungles* édité par la Plateforme : un journal manifeste et affiche, un témoignage multilingue des traversées et des parcours de vie des migrants.

« Calais, c'est un territoire-monde, avec des Vietnamiens, des Soudanais, des Erythréens... Comment faire de la place à cette richesse des langues ? C'est la question que nous nous sommes posée pour faire ce journal, et, à partir de là, concevoir un travail dans l'espace et dans la ville » constate Sébastien Thiéry. Architecte missionnée par le PEROU, Célia David-Mauduit explore les possibles sur place, avec des étudiants-chercheurs de l'EnsadLab, le laboratoire de recherche de l'École des arts déco, qui partagent cet objectif de renversement du regard : Calais comme lieu d'une école possible, et sa population réfugiée comme la ressource d'un territoire socialement dévasté. ● VALÉRIE DE SAINT-DO

1. Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir, textes réunis et présentés par Sébastien Thiéry, Post Éditions, Fécamp, 2014.

2. Le PEROU a évalué le coût de la destruction du bidonville de Ris-Orangis : <http://perou-risorangis.blogspot.fr/2013/11/communiqué-du-11-novembre.html>

Graffitis sur des baraquements à Calais.



GUILLAUME COLLANGES/PICTURETANK

« Ailleurs commence ici », en guise de devise sur l'ambassade du PEROU.



Entretien avec SÉBASTIEN THIÉRY, par VALÉRIE DE SAINT-DO et BRUNO TACKELS

Pour un dés-Ordre des architectes

Quelles transformations sont induites par les actions du PEROU ? Comment, sur des terrains précis et délimités, la construction d'édifices et de relations peut-elle entraîner des effets proprement politiques ? Tentative de défrichage après deux ans de travail.

Bruno Tackels : L'acronyme PEROU, Pôle d'exploration des ressources urbaines, raconte beaucoup de choses et porte un côté fantasmagique ?

Sébastien Thiéry : Quand on prononce « Pérou », on provoque pas mal de citations pavloviennes, comme « ce n'est pas le Pérou », renvoyant à l'imaginaire des explorateurs de richesses ! C'est une manière d'envisager les grandes précarités urbaines : partir des richesses qu'elles dissimulent, plutôt que du caractère pitoyable des populations qui les vivent. Il s'agit d'y repérer la vie, les ressources qu'elles recèlent, et de leur faire de la place.

Valérie de Saint-Do : Peut-on considérer la construction de l'Ambassade à Ris-Orangis¹ comme l'acte fondateur du PEROU ? →

Nous sommes dans un pays en guerre, c'est sur un champ de bataille que nous intervenons, avec une ambition de diplomates, pour tenter de trouver d'autres réponses.

→ S. T. : Ce projet s'invente à partir de l'été 2012 au moment où se crée le PEROU lui-même. L'association se crée et je demande à Gilles Clément d'en devenir le président. Notre manifeste reflète le programme de l'action dans le bidonville de Ris-Orangis, alors occupé par une vingtaine de familles dites Roms – je préfère parler de « familles » européennes, donc en totale légalité sur le territoire, et néanmoins pourchassées depuis une dizaine d'années dans toute l'Ile-de-France. A Ris-Orangis, nous construisons – une Ambassade, des toilettes sèches, une place. On a d'ailleurs commencé par reconstruire le sol, ce qui est une position de principe forte. On prétend qu'il manque un toit pour les personnes vivant dans la rue, mais peut-être que ce qui leur manque, c'est d'abord un sol.

B. T. : Au-delà de ton parcours de chercheur, tu as eu un parcours de militant, avec *Les Enfants de Don Quichotte*. Qu'est-ce qui t'a conduit à te focaliser sur cette question ?

S. T. : Je ne me qualifie pas de militant. En tant que chercheur en sciences politiques, je me place dans des situations pour lesquelles j'estime que les savoirs et les réponses politiques sont d'une médiocrité manifeste. Le point de départ des *Enfants de Don Quichotte*, c'est une installation dans l'espace public, deux lignes de tentes rouges qui me rendent évidente la question des sans-abri. Les *Enfants de Don Quichotte*, c'est avant tout une forme agissante à mes yeux ; je m'y retrouve, dans tous les sens du terme.

V. de S.-D. : Le PEROU s'est constitué avec une dominante d'architectes, même si le collectif compte des acteurs venus d'horizons très différents. Peux-tu en dire quelques mots ?

S. T. : Les réponses urbanistiques et architecturales du ministère à la précarité sont impressionnantes de vacuité : on ne considère cette question que sous l'angle du logement, des niches manquantes pour des corps en surnombre. Pour moi, il s'agit de la ville : que signifie vivre ensemble dans la multiplicité des situations que nous connaissons ? Du coup, j'en appelle aux architectes pour réinventer le répertoire des réponses.

B. T. : Ce que tu décris s'incarne dans des

exemples concrets, comme l'invitation que tu as faite à Israel Galvan, grand danseur de flamenco, de venir dans le bidonville.

S. T. : C'est précisément parce qu'il dansait au Théâtre de la Ville un solo intitulé *Le Réel*, pièce sur l'extermination tzigane pendant la Seconde Guerre mondiale que nous l'avons invité ! Cela pose l'acte de construire d'une manière particulière : l'Ambassade du PEROU a été édifiée dans le bidonville pour offrir l'hospitalité à un artiste, Didier Galas. Pour que Galvan puisse danser, le 15 février 2013, on a construit une scène, qu'il a inaugurée. Et quand les danseurs se sont envolés, cette scène est devenue la place publique du village !

B. T. : Ce plancher-scène est presque une allégorie. Nous parlons d'espace de construction, d'environnement, mais il est un mot à ajouter tout de suite, celui d'« art ».

S. T. : Pour moi, la notion d'art résonne avec l'expression « art politique » défendue par Bruno Latour à l'École des arts politiques à Sciences-Po Paris. Dans notre étrangeté assumée, au PEROU, il est toujours question de *ré-former* les affaires publiques, de donner forme autrement à la question posée. Que produit la présence d'Israel Galvan au bidonville sur la scène politique ? Comment ces deux scènes sont-elles connectées ? On pourrait donner une réponse facile : quand on arrive en Essonne, aucune autre réponse que la destruction et l'expulsion des bidonvilles ne sont proposées. On agit à Ris, et là, pour la première fois, se déclenche un projet d'insertion qui voit une quarantaine de personnes sorties d'affaires. Après, il faut savoir que 110 autres personnes ont été expulsées, et 40 maisons détruites. Cela raconte la violence à laquelle nous sommes confrontés : nous sommes dans un pays en guerre, et c'est sur un champ de bataille que nous intervenons, avec une ambition de diplomates – puisque nous avons construit une ambassade ! – pour essayer de trouver d'autres réponses.

V. de S.-D. : L'arrêté que le maire a publié a suscité une réponse éditoriale de votre part. Peux-tu nous parler et de ce texte et de votre réponse ?

S. T. : Ce texte, l'arrêté municipal n° 2013177, vaut en effet décision d'expulsion du bidonville. Le mot *Considérant*, qui ouvre chacun des argumentaires, est répété jusqu'à l'ivresse... pour cacher qu'on ne considère rien du réel que l'on a sous les yeux dans cette scansion névrotique. Nous nous sommes saisis de cet arrêté avec l'idée que la loi, c'est ce qui se lit. S'approprier ses textes est le premier acte subversif. Une trentaine d'auteurs, philosophes, journalistes, architectes, linguistes, ont criblé l'ar-



Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir, Sur l'art municipal de détruire un bidonville, textes réunis et présentés par Sébastien Thiéry, Post-Éditions, Fécamp, 2014, 17 €.
Autour de l'arrêté d'expulsion du bidonville dit "de la Nationale 7" signé le 29 mars par le maire de Ris-Orangis, le PEROU a invité des auteurs à le lire, l'interpréter, le traduire.
post-editions.fr

La scène construite pour accueillir le danseur de flamenco Israël Galvan est ensuite devenue la place publique du campement de Ris-Orangis.



© JEAN LARIVE

rété de leurs lectures : un ingénieur démonte ses arguments techniques, Patrick Bouchain et Loïc Julienne adaptent ses arguments au marché de Noël des Champs-Élysées, qu'il aurait fallu expulser!

B. T. : Le PEROU me semble être le dernier-né de tout un enchaînement de gestes qui voient les acteurs de situations s'emparer eux-mêmes du militantisme. Cela a commencé avec Act Up lorsque les malades ont compris qu'ils devaient se pencher eux-mêmes sur la technicité de la maladie. Le PEROU reprend cette filiation...

S. T. : C'est une position critique sur l'espace politique et la démocratie : créons des assemblées d'intérêts non généraux, mais particuliers et mettons en place une forme différente, éclatée, de la scène politique pour répondre aux multiples questions posées. Ce n'est pas un programme révolutionnaire, mais juste élémentaire : se saisir de ce qui nous concerne. On nous a opposé qu'en construisant dans le bidonville, on fait s'amenuiser le malheur, et on rend donc moins urgente pour les pouvoirs publics la nécessité de *faire*. Construire, ce serait « empêcher le Rom d'accéder à son être militant ». Or, quand on va à Calais ou dans les bidonvilles on rencontre des gens qui, vu ce qu'ils ont traversé, sont tout sauf démunis ! Ce ne sont pas des êtres faibles, mais des personnes porteuses de ressources infinies... Si on renverse cette problématique, le pouvoir d'agir est à portée de main. Le bidonville est une bonne nouvelle, puisque

c'est une construction. On suit le chemin de cette bonne nouvelle en y construisant nous-mêmes.

B. T. : Le PEROU intervient aussi à Calais, qui est une plaie béante...

S. T. : Le monde entier se trouve à Calais et que les Français lui renvoient-ils ? Une hostilité affligeante ! Ces politiques produisent le désastre auxquelles elles sont censées s'opposer. Nous qui avons tant célébré les pionniers, on dénigre ces chercheurs d'or des temps modernes, alors qu'ils nous montrent la voie d'un enthousiasme et d'un désir impensable de vivre et de ville.

B. T. : Il est un mot que je remplacerais volontiers dans l'énoncé de Pascal Le Brun-Cordier : « Ils interrogent l'ordre des choses. » Le mot juste serait « désordre ». Le PEROU transforme des friches que l'on laisse pourrir sur pied en une force de vie. Comment les architectes travaillent-ils à partir de ce désordre ?

S. T. : On peut aussi considérer ces friches comme un ordonnancement de la ville, faites pour être hostiles à ces corps étrangers. Par des gestes *déplacés*, nous tentons de créer un désordre fertile. Lorsqu'on parle d'architecture, on a très vite en référence l'Ordre des architectes. Peut-être que le PEROU tente d'inventer le dés-Ordre des architectes, pour les mettre en mouvement et leur faire rencontrer la ville qui n'attend qu'eux ! ● V. D. S.-D.

1. Lire le détail des actions du PEROU p. 16.

L'alternative ambiante

Pour son président, le paysagiste Gilles Clément, le PEROU s'inscrit dans le mouvement actuel de microgouvernance qui vise à contrer le discours des puissances verticales. Entretien.

Aux abords de la ville nouvelle de Marne-la-Marne. Une photographie appartenant à la série "Phagocytose", de William Gaye.

Qu'appellez-vous «l'alternative ambiante» ?

J'observe depuis une vingtaine d'années et surtout depuis dix ans une série d'initiatives de petits groupes, de petites structures, associations, mairies de villages ou de petites communes qui prennent en main des situations en s'écartant d'une gouvernance officielle, des règles habituelles, voire même des lois, et instaurent une sorte de microgouvernance. Leur point commun : ils agissent face à ce qu'on nous impose et dont personne ne veut et ils ont besoin que cela marche. J'appelle ça l'alternative ambiante. Le PEROU s'inscrit dans cette perspective. Les choses qui annoncent le futur partent de la base et pas du tout des puissances verticales qui ne cessent de dire : « On ne peut pas, ce n'est pas possible. » Je pense à la ville de Barjac dont le maire a pris la décision d'instaurer un rapport d'échange et de partage avec une monnaie locale, la luciole. Ce n'est pas quelque chose qui lui a été demandé ou imposé. Les théoriciens de l'économie de Bruxelles qui imposent leur vision sur l'Europe auraient affirmé : « Ce n'est pas possible. » La PAC (politique agricole commune) dit qu'il faut 200 hectares minimum pour arriver à faire vivre une famille alors que ce n'est pas vrai. Les gens de la Confédération paysanne ont fait la démonstration inverse. Ce sont des contre-vérités qui sont assénées par ceux qui n'ont besoin que de la vision industrielle des choses parce que ça les arrange.

Qu'est-ce que ces projets déplacent ?

Ce sont d'abord des actions collectives. Humainement, c'est chaleureux. Ils font

la démonstration de la possibilité. Souvent, ce qui s'oppose à tout cela, c'est la loi, des lois qui arrangent certains. Ce qui me plaît dans ces actions, c'est qu'elles concernent des humains en difficulté, ciblés par une vision technocratique du monde. Ils sont marginalisés inutilement, dangereusement. Ils sont visés par une stratégie de la peur qui les rend coupables sans qu'ils n'aient rien fait. C'est la conséquence de la gestion froide et inhumaine que l'on a aujourd'hui en Europe. La plupart du temps, les Roms s'installent dans des lieux délaissés. Je me suis intéressé aux délaissés que j'ai considéré comme des lieux de grande importance parce qu'ils sont des territoires d'accueil pour ceux qui sont chassés. Ces délaissés composent ce que j'ai appelé, dans un livre paru en 2004, le Tiers paysage. A l'époque, il était surtout question de défendre la diversité végétale et animale, même si la dimension humaine ne m'échappait pas et que beaucoup y pensaient aussi. Les projets du PEROU, comme celui mené à Ris-Orangis, supposent que cette diversité humaine arrivant dans un territoire délaissé pourrait en repartir après avoir trouvé d'autres solutions plus convenables et pourrait le laisser dans un meilleur état que celui dans lequel cette communauté l'a trouvé. Des installations pourraient par exemple être réutilisées. Je trouve ces actions très constructives, pour ceux que l'on aide tout comme pour ceux qui en sont les observateurs. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCAL LE BRUN-CORDIER

Gilles Clément, *Manifeste du Tiers paysage*, éditions Sujet/Objet, Paris, 2004. En version copyleft sur le site gillesclément.com. Le texte de Gilles Clément, *L'Alternative ambiante*, y est également disponible.